

ÉVÈNEMENT

ACTION PUBLIQUE

EXÉCUTIF

AFD : quand les marcheurs ciblent Rémy Rioux et sa "gouvernance élyséenne"

Le torchon brûle entre les députés de la majorité et la banque de développement. La présentation du contrat d'objectifs et de moyens a été sévèrement critiquée à l'Assemblée, occasionnant un grand déballage contre la gouvernance d'une agence en roue libre sur le plan politique.



Rémy Rioux, directeur de l'AFD, est la cible des députés qui dénoncent leur manque de contrôle sur l'Agence. ©Denis/REA

Pour la présentation de son premier contrat d'objectifs et de moyens (COM), le patron de l'**Agence française de développement** (AFD), **Rémy Rioux**, a réussi à mettre d'accord à ses dépens les députés de la majorité et de l'opposition. La commission des affaires étrangères était priée de valider mi-novembre une convention entre l'agence et l'Etat portant sur la période 2017-2019, à rebours des usages

qui veulent que ces documents soient examinés avant leur entrée en vigueur.

Une première orientation devait être présentée en 2016, mais des arbitrages entre les trois tutelles - Bercy, Quai d'Orsay et Place Beauvau - n'avaient pas abouti avant avril 2017. A la tête de l'AFD depuis juin 2016, l'ex-directeur de cabinet de **Pierre Moscovici** avait jugé inutile de présenter ce document à quelques jours de

l'élection présidentielle, avant d'invoquer la nouvelle orientation politique d'**Emmanuel Macron** pour retarder encore cette présentation.

Rémy Rioux à contretemps

En plus de problèmes de forme pointés par les parlementaires - 24 objectifs ont été présentés au lieu des 25 annoncés -, ce timing embarrassant a conduit le rapporteur **Frédéric Barbier** (**La République en marche** - LREM) à exprimer des réserves inhabituelles sur ce "*document court et tardif*". Constatant que l'agence fonctionne depuis deux ans sans contrôle parlementaire, le député s'est empressé de réclamer pour l'année prochaine des données suffisamment détaillées pour évaluer les financements de l'agence. Le rapporteur se faisait le relais de plusieurs députés LREM contre l'opacité de l'AFD, réticente à répondre à leurs demandes sur les investissements en cours dans différents pays. Parmi eux, **Lætitia Saint Paul** s'est dite "*sidérée*" lors d'un voyage aux Comores par la faible coordination de l'agence avec les diplomates sur place, appelant le Quai d'Orsay et les députés à reprendre en main l'agence face aux "*technos*".

Un groupe de députés LREM - parmi lesquels **Annie Chapelier**, **Hubert Julien-Laferrière**, **Jacques Maire**, **Aina Kuric**, **Delphine O**, **Valérie Thomas** - devrait passer à l'offensive pour réclamer un pilotage politique de l'aide publique au développement lors de l'examen du projet de loi d'orientation prévu début 2019. Si les marcheurs ne mettent pas en cause les qualités de l'agence sur le plan opérationnel - ni celles de son patron -, ces derniers entendent rompre avec le discours d'une simple "banque" délivrant des financements selon ses propres critères.

Certains ne cachent pas leur intention d'aider le Quai d'Orsay à reprendre la main sur la manne de l'aide publique au développement, qui doit passer de 0,38 % à 0,55 % du PIB à l'issue du quinquennat. D'autres souhaitent ouvrir le débat sur les tutelles de l'agence pour instaurer une incarnation plus politique de l'aide au développement, alors que les crédits accordés à l'AFD ont doublé depuis 2013.

La main visible de l'Elysée

A mots couverts, plusieurs députés ont également ciblé la "gouvernance élyséenne" de l'agence. Ces circuits de décision directs entre le cabinet de Remy Rioux et celui d'Emmanuel Macron, au détriment des ministères, sont régulièrement pointés du doigt, comme sur le financement de l'agence à la chaîne **France 24**. Signe de ce lien privilégié, la présence de Remy Rioux lors de plusieurs voyages présidentiels sans le ministre des affaires étrangères **Jean-Yves Le Drian**, interprétée comme une mise à l'écart par certains diplomates.

La nomination d'un prochain patron à la tête d'**Expertise France** (EF), opérateur qui sera intégré au groupe AFD en 2020, suscite également la méfiance. Le nom de **Jérémy Pellet**, directeur délégué général de l'AFD et camarade de promotion d'Emmanuel Macron à l'**ENA**, revient avec insistance parmi les favoris. Selon nos informations, sa candidature avait pourtant été retoquée lors d'un conseil d'administration d'Expertise France courant juillet, en raison d'une expérience managériale jugée insuffisante. Un processus de recrutement plus large - qui a généré près de 75 candidatures - avait été lancé pour trouver un patron capable de sortir EF de la crise.